

AKTUELL

LOI SUR LA NATIONALITÉ

Le pli

Luc Caregari

En se pliant aux exigences du CSV, le gouvernement a admis sans le dire que l'échec au référendum lui fait toujours mal. Le résultat est un compromis passable, obtenu sur le dos des 46 pour cent d'étrangers.

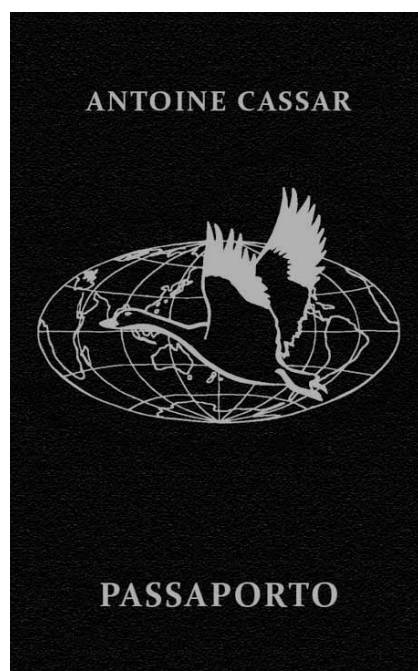
Déjà que l'avant-projet de loi proposé par Félix Braz en octobre dernier n'avait pas fait que des heureux (woxx 1341), voilà donc que le gouvernement a encore reculé de ses positions pour mieux faire passer la pilule, et surtout pour éviter une nouvelle pandémie de polémiques autour de la nationalité. En ce sens, la coalition tire les conséquences du référendum désastreux de 2015, qui est toujours à considérer comme un désaveu de la politique d'ouverture qu'elle voulait mettre en place, autant que le résultat d'une campagne mal menée et d'une réaction épidermique d'une grande frange de la population, déjà rendue méfiante par certaines mesures économiques - notamment le fameux « Zukunftspak ».

Voilà donc que Félix Braz, dont l'avant-projet de loi était déjà largement aligné sur deux propositions de loi du CSV - celle de François Biltgen de 2013, et celle de Claude Wiseler, déposée début 2015 -, vient de faire encore un pas vers le plus grand parti de l'opposition. Du moins selon les médias qui en ont parlé et dont les déclarations sont parfois contradictoires. Ainsi, il n'est pas clair si le ministre de la Justice prévoit effectivement de rétro-pédaler sur l'idée d'octroyer la nationalité à l'époux-se d'un-e Luxembourgeois-e après huit ans de mariage, sans test de langue. La même chose vaut aussi pour le droit du sol, où la proposition un peu plus restrictive du CSV serait retenue.

Quant aux tests de langue - le cœur de toutes les polémiques -, ils ne devraient pas se simplifier autant que dans l'avant-projet de loi Braz, même si les détails restent là aussi peu clairs avant que le ministre ne présente le projet au conseil de gouvernement ce vendredi.

Contradictions et retenue

Une raison aussi pour la société civile d'attendre avant de se prononcer sur le nouveau compromis. Ainsi, Sérgio Ferreira, le porte-parole de l'As-ti, qui en octobre dernier avait encore mis en garde le gouvernement contre le fait de trop mettre d'eau dans son



En attendant le précieux sésame - d'ailleurs sur la quatrième place mondiale des passeports les plus puissants - les étrangers résidents au Luxembourg pourront toujours se rabattre sur le modèle imaginé par le poète Antoine Cassar.

vin, au risque de perdre le soutien de l'association, a déclaré : « Pour l'instant, il n'y a rien qui puisse mériter notre commentaire. Notamment la question des langues nous semble peu claire et ce qu'on a pu lire et entendre ces derniers jours ne nous a pas été d'une grande aide », explique-t-il. « Nous allons donc attendre de voir le texte avant de le commenter ».

Une précaution que les adversaires d'une ouverture sur la nationalité semblent prendre aussi. En tout cas, tant sur les pages de l'initiative « Née 2015 » que sur celles de l'ADR et les sites Facebook de ses députés, on observe un silence radio sur ce qui est annoncé. Les seuls à se lâcher sont, comme d'habitude, les commentateurs sur le site de RTL : certains entrevoient sans grande surprise une manœuvre gouvernementale pour introduire le droit de vote des étrangers par la petite porte.

Quoi qu'il en soit et même dans le meilleur des cas possibles - une large entente politique cautionnée par la société civile -, il demeure dommage que la réforme d'une loi aussi cruciale pour le Luxembourg soit sujette à des marchandages politico-politiciens. Car un pays développé avec un taux d'étrangers aussi élevé que le grand-duché reste une exception planétaire. Une loi exceptionnellement adaptée et ouverte aux besoins du pays serait donc la solution logique et souveraine. On ne peut donc qu'être curieux et méfiant en ce qui concerne la suite.

SHORT NEWS

Nach der Reform ist vor der Reform

(lm) - Die sehr kurzfristig angekündigte Vorstellung der Steuerreform hat das Magazin Forum - wie die anderen Medien - ein wenig überrumpelt. In der soeben erschienenen März-Nummer wird deshalb nur das Vorfeld der Reform behandelt. Zum Umsteuern war es zu spät, doch sind die Beiträge von solcher Art, dass der Nutzwert des Dossiers kaum beeinträchtigt erscheint. Der erste befasst sich mit der Philosophie des Besteuerns von Thomas von Aquin bis Mao Tse-tung. Danach folgen Analysen und Vorschläge zu bestimmten fiskalischen Bereichen, die zumeist ihre Relevanz behalten, weil sie in der vorliegenden Reform gar nicht oder nur marginal berührt werden. Unter anderem gilt dies für die Besteuerung des CO₂-Ausstoßes und die Individualbesteuerung. Auch die steuerliche Umverteilung („Réforme ou continuité?“, „Steuerreform 2.0“ und „Trois propositions folles“) ist angesichts des blau-rosa-grünen Stückwerks weiterhin ein Thema. Absolutes Tabu für die Regierung war natürlich die Abkehr vom Steuerrumpfen als Instrument der luxemburgischen Nischenpolitik, die im Beitrag „La justice fiscale est une responsabilité collective“ gefordert wird. Weitere interessante Themen in Forum Nr 360 sind „Smart Cities“, das Selbstbild von Landwirten in Nord und Süd sowie die Orchideen-Kakao-Kolibris-Ausstellung im Naturmusée.

Srel : abolition... de la responsabilité pénale

(lc) - Ça faisait un certain temps que le projet de loi réformant le service de renseignement - pourtant un des piliers de la situation politique actuelle - n'avait plus fait parler de lui. Pourtant, la commission parlementaire des institutions a récemment donné le feu vert à une énième mouture de ce projet, après avoir pris en considération un avis du Conseil d'État. C'est cet avis et les conclusions que la commission parlementaire en a tirées qui ont provoqué un coup de gueule du député Déi Lénk Serge Urbany - qui siège aussi dans la commission. Dans un communiqué, il estime que l'avis de la haute corporation était « téléphoné », donc voulu pour éviter à la directrice du Srel une responsabilité pénale au cas où cette dernière ne se plierait pas à son devoir d'information devant la commission parlementaire. Pour Urbany, l'absence d'égalité de traitement - les directeurs d'autres services ne sont pas concernés - renforcerait la culture du secret et, surtout, cette disposition enterre une des revendications-clés contenues dans le rapport de 2013 sur le scandale du service. La coalition a fait marche arrière encore une fois sur une de ses promesses, et les barbouzes peuvent continuer à faire leur besogne en toute impunité.

woxx@home

#woxxRules #SocialMedia ;-)

Unser Donald-Trump-Cover von vergangener Woche hat uns neue Fans beschert, sogar jenseits des Atlantiks. Auf Instagram wurde das Konterfei unter anderem geliked von trumpsbury, drunkamerica und trumpvote. Pseudonyme, die sich als Rechte entpuppten, die wohl nicht ganz verstanden hatten, wofür die woxx steht. Schwamm drüber - die woxx ist auf Instagram, dem sozialen Netzwerk, auf dem nur quadratische Fotos gepostet werden. Und das, soweit wir wissen, als erste Luxemburger Zeitung. Zur Erinnerung: Als Web-Pioniere hatten wir 2000 als Erste neben dem Web- auch ein Wap-Portal. Was das ist? Eine Art WWW für Billig-Handys. Ist Geschichte, gibt's nicht mehr. Und ja, vielleicht weiß in zehn Jahren auch niemand mehr, was Instagram ist. Trotzdem macht es Spaß, die sozialen Netzwerke für die woxx zu nutzen. Und es hält uns fit für die digitale Zukunft - was auch unseren alteingesessenen Fans zugute kommt.

SHORT NEWS

Festival des migrations : le woxx répond présent

(da) - Vous l'aurez remarqué : nous consacrons une bonne partie de notre édition de cette semaine aux migrations et à la crise des réfugiés. Un édit, notre « Thema », un dossier spécial et une série de photos sont dédiés au sujet. Actualité politique oblige, bien sûr, mais il y a d'autres raisons : le woxx tiendra un stand au 33e Festival des migrations, des cultures et de la citoyenneté ces samedi 12 et dimanche 13 mars. Vous voulez rencontrer l'équipe de votre hebdomadaire préféré ? Discuter d'un sujet qui vous tient à cœur ? Vous avez des suggestions à nous faire ? Passez nous voir et n'hésitez pas à nous aborder. **Rendez-vous hall 2, stand 101.**

Unbürokratische Pedelecs

(rg) - Schon die Vorgängerregierung hatte versprochen, dem absurden Anmeldezirkus für Pedelecs (also Fahrrädern mit elektrischem Hilfsantrieb der bei maximal 25 Stundenkilometern automatisch aussetzt) ein Ende zu bereiten. Méco, Vëlos-Initiativ und Oekotopten.lu begrüßten unlängst in einem gemeinsamen Kommuniqué, dass „der Boom von elektrisch-unterstützten Fahrrädern nicht mehr durch beschwerliche und widersinnige Behördengänge zur 'Société Nationale de Contrôle Technique' gebremst werden soll“. Selbst die Umweltgewerkschaft setzt ausnahmsweise auf Wachstum und freut sich stellvertretend für die Fahrradhändler, denen bislang so manches Geschäft durch die Lappen ging, weil der bürokratische Aufwand für die potenziellen KundInnen einfach zu groß war. Mitunter war es einfacher - wenn auch nicht legal - sich seinen motorisierten Drahtesel im Ausland zu besorgen. Ähnliche Einschränkungen mit dem dazugehörigen Vignettenzwang galten bislang auch für Fahrradanhänger. Die eigentliche Idee, dadurch die Fahrsicherheit der in Betrieb genommenen speziellen Räder und Anhänger zu kontrollieren, war vielleicht gut gemeint, doch wurden beim Contrôle technique lediglich die Rechnung mit der Modellangabe überprüft. Sognannte E-Bikes, die mit über 25 km/h angetrieben werden, müssen weiterhin angemeldet werden. Dabei reicht die Vorlage der Papiere nicht aus, sie werden wie andere Fahrzeuge von der Prüfstation in Augenschein genommen. Es handelt sich juristisch auch nicht mehr um Fahrräder, weshalb in diesen Fällen auch Helmpflicht besteht und das Benutzen von Fahrradwegen nicht erlaubt ist. www.oekotopten.lu

Femmes réfugiées : les oubliées de la crise

(da) - « De toute façon, ce ne sont que de jeunes hommes qui arrivent en Europe ! » est l'un des arguments phares des adversaires de l'accueil des réfugiés. Et pourtant : elles sont nombreuses, les femmes réfugiées dans le monde, et leur nombre ne cesse d'augmenter. Aux raisons « habituelles » pour quitter son pays d'origine s'ajoutent, pour les femmes, les diverses formes de violences et de persécutions fondées sur leur genre. Pendant la fuite, elles sont particulièrement vulnérables et peuvent être victimes de violences sexuelles. « Femmes réfugiées, un chemin semé d'embûches et d'espoir » est le titre d'une conférence-débat qui se tiendra à l'« Alen Tramsschapp » au Limpertsberg, le jeudi 17 mars. Une journaliste irakienne ainsi qu'une réfugiée syrienne y livreront leurs témoignages respectifs après une allocution de la ministre de la Famille, tandis qu'un professeur de l'université du Caire parlera de « la particularité de la violence à l'égard des femmes arabes, les conséquences psychologiques sur les femmes réfugiées et les moyens d'intervention possibles ». Un autre professeur, de l'université de Strasbourg cette fois, abordera les violences faites aux femmes lors de leur « déplacement défendu ». Finalement, Mady Delvaux détaillera la position du Parlement européen face à la question. La modération sera assurée par Laura Zuccoli, présidente de l'Asti. Rendez-vous à l'« Alen Tramsschapp », le jeudi 17 mars à 18h30. Une inscription au préalable est requise : epluxembourg@ep.europa.eu

AKTUELL



Fukuheim-sur-Mer ? Non, Fessenshima, en bordure du Grand Canal d'Alsace.

ACCIDENTS NUCLÉAIRES

Stop ou encore ?

Raymond Klein

Cinq ans après la catastrophe de Fukushima, des révélations sur une panne à Fessenheim font froid dans le dos.

« Il faut fermer Cattenom », scandait-on au Luxembourg et en Allemagne la semaine dernière (woxx 1361). Cette semaine, c'est contre un autre réacteur qu'est dirigée la colère des antinucléaires : « Il faut fermer Fessenheim ! » Certes, la centrale alsacienne est située assez loin du grand-duché, mais c'est la seule chose qui puisse rassurer un peu les Luxembourgeois.

En effet, le 4 mars, deux médias allemands, la WDR et la « Süddeutsche Zeitung », ont révélé qu'en avril 2014 une panne inquiétante avait été occultée par EDF et l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN). Un réservoir avait débordé, provoquant un court-circuit dans les systèmes de contrôle. L'alarme a été déclenchée, mais les mécanismes d'arrêt normaux ne fonctionnaient plus. C'est en injectant du bore dans l'eau de refroidissement qu'on a fini par arrêter la réaction en chaîne au sein du réacteur. Par la suite, EDF et l'ASN ont déclaré la panne comme incident de niveau 1 seulement - alors que le réacteur semble avoir été hors contrôle pendant près de deux heures.

Le réseau d'ONG « Sortir du nucléaire » considère que cette panne, et d'autres liées à des dégâts d'eau, constituent « un symptôme des multiples dysfonctionnements qui affectent la centrale ». Alors que, il y a cinq ans, s'amorçait la catastrophe de Fukushima, on peut se dire qu'heureusement la centrale de Fessenheim n'est pas exposée aux tsunamis. Mais, rappelons-le, elle est située en zone sismique et aux abords du Rhin. Or, les incidents révèlent que les installations sont vulnérables aux inondations - un des principaux facteurs aggravants du désastre japonais.

Est-ce à Fessenheim que pensait Pierre-Franck Chevet, le président de

l'ASN, quand - hasard du calendrier - le 3 mars il déclarait à « Libération » qu'il fallait envisager « qu'un accident de type Fukushima puisse survenir en Europe » ? Pourtant, c'est sous sa responsabilité que l'incident de 2014 a été minimisé. Et l'ASN a récidivé dans sa réaction aux révélations allemandes : « Du point de vue de la sûreté nucléaire, il n'y a pas de raison de fermer la centrale de Fessenheim. » La centrale serait « tout à fait dans la moyenne de l'appréciation que l'ASN porte sur les centrales nucléaires françaises - c'est-à-dire que c'est globalement satisfaisant » (« Les Échos »).

Rhin à signaler !

Désormais, les estimations du coût provoqué par la catastrophe de Fukushima tournent autour de cent milliards d'euros, payés par les contribuables. En France, la responsabilité financière de l'exploitant est limitée à 91,5 millions d'euros et celle de l'État à 345 millions, selon Greenpeace. Sachant que Fessenheim est proche de Mulhouse et de Freiburg et qu'un accident grave peut contaminer la nappe phréatique du Rhin supérieur, voire affecter la vallée du Rhin de Strasbourg jusqu'à Rotterdam, on est loin du compte.

Or, aux dernières nouvelles, la centrale alsacienne devrait être fermée cette année encore. Peut-on être soulagé ? Oui, mais... EDF prévoit de prolonger la durée de vie de tout le reste du parc français - au diable la réduction de la part du nucléaire ! L'ASN n'en est pas à une complaisance près et François Hollande ne compte plus ses promesses électorales brisées : ça risque donc de se faire.

Piquet de commémoration Fukushima, organisé par le Lëtzebuerger Aktiounskomitee géint Atomkraft, devant l'ambassade de Belgique, 4, rue des Girondins, Luxembourg, le vendredi 11 mars à 12h30.